

Les crédits

et certains des Canadiens les moins nantis à qui ces logements permettent de vivre dans un certain confort.

[Français]

En terminant, monsieur le Président, ce gouvernement devrait tout simplement admettre qu'il a échoué avec ses politiques budgétaires qui continuent d'ériger de plus en plus d'obstacles à l'avancement des femmes au Canada. Laissez-moi vous dire que je partage ce sentiment de déception des Canadiens et Canadiennes face à un gouvernement aussi insensible et immoral envers les plus démunis.

[Traduction]

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir prendre la parole à la Chambre aujourd'hui au sujet de cette motion importante puisqu'elle est l'occasion d'examiner les conséquences néfastes du budget de 1992 pour les Canadiennes.

Je suis particulièrement fier que mon parti ait profité de cette journée d'opposition pour présenter cette motion qui revêt une très grande importance pour l'ensemble des Canadiens. En préparant ce discours, je me suis souvenu d'une réponse que j'ai donnée récemment à une lettre me demandant quelle était, selon moi, la question de l'heure pour les femmes. Je voudrais en citer un extrait:

La grande question de l'heure, c'est la reconnaissance du traitement injuste qui est réservé aux Canadiennes, en particulier les femmes pauvres de tous âges. Elles sont l'objet de pratiques discriminatoires. Elles n'obtiennent pas l'appui, financier et autre, qui leur permettrait de bénéficier des mêmes avantages que les hommes.

Selon moi, c'est une question fondamentale qu'il nous faut examiner en détail. Pourtant, le budget de cette année est un bon exemple de la discrimination dont les femmes sont victimes.

[Français]

Monsieur le Président, depuis 1984 il y a eu, comme l'a indiqué ma collègue, un nombre croissant de femmes et d'enfants parmi les rangs des démunis. Le lien entre la pauvreté de ces parents et celle des enfants est un fait indiscutable, tout comme le nombre disproportionné de femmes qui comptent parmi les classes les plus défavorisées de la société. Je crois qu'il y a—et tout le monde le reconnaîtra—un nombre alarmant de familles monoparentales, ayant pour chef la mère et n'ayant pas le mini-

mum vital, ce qui pour moi est complètement inadmissible et inacceptable dans une société comme la nôtre.

Je veux rappeler aux Canadiens et aux Canadiennes que l'on vit dans une société qui compte environ 5 millions de pauvres, des gens qui vivent au seuil de la pauvreté ou en-dessous de ce seuil. Il y a, parmi ces 5 millions de pauvres, 1 million d'enfants. Il y a au-delà de 1,5 million de personnes qui sont en chômage et au-delà de 2 millions qui reçoivent de l'aide sociale. Donc, c'est une situation qui est extrêmement grave. Si on regarde par exemple les mères divorcées, séparées ou célibataires, nous nous rendons compte que 60 p. 100 d'entre elles sont pauvres. Quelle chance ont-elles pour elles-mêmes et leurs enfants?

Je crois que tout le monde admettra que ce dernier Budget de 1992 ne contribuera guère à régler le problème de la pauvreté au pays, ni à améliorer la vie des femmes. En effet, le Budget, à mon avis, comporte plusieurs mesures qui touchent durement les femmes et les enfants.

J'aimerais citer la présidente du Comité national d'action sur le statut de la femme, qui dit ceci: «Le coup porté n'est pas direct, comme la dernière fois,—le Budget de 1991—mais il touche les femmes beaucoup plus profondément. Il est plus global.»

Maintenant, je veux simplement souligner un nombre de choses qui affectent ce Budget. Je veux rappeler aux gens que les Conservateurs ont renoncé à tenir leur promesse de mettre en oeuvre un plan national pour la garde des enfants. De plus, je veux rappeler aux gens que le gouvernement conservateur a supprimé le Programme de contestation judiciaire qui touche les minorités linguistiques, bien sûr, les gens avec certains handicaps, et bien sûr les femmes.

Je veux aussi rappeler aux gens que je trouve déplorable la remise en question des allocations au conjoint.

• (1600)

Je veux aussi souligner qu'il y a eu une dégradation de la parité des salaires et un rejet de l'équité salariale que je trouve inacceptable, complètement et totalement inacceptable.

Finalement, il y a eu une compression de l'enveloppe des logements sociaux qui va défavoriser davantage les pauvres. Comme je l'ai mentionné tout à l'heure, un grand nombre de ces pauvres sont des femmes au Canada.

[Traduction]

De peur de donner l'impression de ne pas être objectif dans mon analyse de ce budget, je vais citer certaines personnes qui l'ont examiné. Voici d'abord le témoignage de M^{me} Yvonne Peters, chef du contentieux au Conseil